



GABON

Brice Clotaire Oligui Nguema
élu président avec 90,35 %
des voix

PDCI-RDA

Tidjane Thiam seul en lice
pour la convention élective du
16 avril

SÉNÉGAL – VISITE DU FMI

Vers un nouveau programme,
sous le sceau de la
transparence budgétaire

AFRIQUE DU SUD

mobilisation à Pretoria contre
les violences sexistes, après le
viol présumé d'une fillette de
7 ans

GRAND FORMAT

Prince BLE
Senior Consultant
Athari Advisors

ANCRÉS DANS LES RÉALITÉS DU TERRAIN, LES CABINETS AFRICAINS
PORTENT DÉSORMAIS AVEC LÉGITIMITÉ DES PROJETS D'ENVERGURE,
AU MÊME TITRE QUE LES FIRMES INTERNATIONALES.

SOMMAIRE

POLITIQUE

GABON : BRICE CLOTAIRE OLIGUI NGUEMA ÉLU PRÉSIDENT AVEC 90,35 % DES VOIX	4
CÔTE D'IVOIRE : EN MEETING À DABOU, LAURENT GBAGBO CRITIQUE SÉVÈREMENT LA CEI ET INVITE SES PARTISANS À RESTER MOBILISÉS ET PRÊTS À AGIR	5
PDCI-RDA : TIDJANE THIAM SEUL EN LICE POUR LA CONVENTION ÉLECTIVE DU 16 AVRIL	6
DRONE MALIEN ABATTU : LE MALI, LE NIGER ET LE BURKINA RAPPELLENT LEURS AMBASSADEURS EN ALGÉRIE	7
CÔTE D'IVOIRE : 11 AVRIL 2025, UN JOUR DE MÉMOIRE MARQUÉ PAR DES TENSIONS POLITIQUES À SIX MOIS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE	8
RDC - LE RETOUR ANNONcé DE JOSEPH KABILA : ENTRE FIDÉLITÉS ANCIENNES, ALLIANCES TROUBLES ET AMBITIONS RENOUVELÉES	9
CRISE RDC-RWANDA : L'UNION AFRICAINE PROPOSE FAURE GNASSINGBÉ COMME NOUVEAU MÉDIATEUR	10

GRAND FORMAT

PRINCE BLE
SENIOR CONSULTANT
ATHARI ADVISORS



12 - 24

ÉCONOMIE

SÉNÉGAL - VISITE DU FMI : VERS UN NOUVEAU PROGRAMME, SOUS LE SCEAU DE LA TRANSPARENCE BUDGÉTAIRE	26
NIGER - LE SECTEUR BANCAIRE SOUS PRESSION : ALERTE SUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE	27

SOCIÉTÉ

CÔTE D'IVOIRE - GRÈVE SUSPENDUE, PRESSION MAINTENUE : LES ENSEIGNANTS ATTENDENT DES RÉPONSES SUR LA PRIME D'INCITATION	29
AFRIQUE DU SUD : MOBILISATION À PRETORIA CONTRE LES VIOLENCEs SEXISTEs, APRÈS LE VIOL PRÉSUMé D'UNE FILLETTE DE 7 ANS	30
BOTSWANA GOLDEN GRAND PRIX : LETSILE TEBOGO S'IMPOSE EN MAÎTRE CHEZ LUI, BASANT HEMIDA CRÉE LA SURPRISE SUR 400 M	31

POLITIQUE



GABON

Brice Clotaire Oligui Nguema élu président avec 90,35 % des voix

Le président de la transition gabonaise, Brice Clotaire Oligui Nguema, a remporté l'élection présidentielle organisée le 12 avril 2025 avec 90,35 % des suffrages exprimés. Ce résultat, proclamé le 13 avril par le ministère de l'Intérieur, consacre sa transition d'homme fort du régime militaire à président élu pour un mandat de sept ans.

Avec 575 222 voix obtenues sur 636 606 votants, la victoire du général est écrasante. Le taux de participation s'élève à 70,4 %, en baisse par rapport à l'estimation initiale de 87,21 %. Sur les électeurs inscrits, 25 859 bulletins ont été déclarés blancs ou nuls, ramenant le nombre de suffrages valides à 610 747.

Plusieurs candidats étaient en lice, mais aucun n'a fait le poids face à Oligui Nguema. L'ancien Premier ministre Alain Claude Bilie By Nze arrive loin derrière avec 19 227 voix, soit 3,02 % des suffrages. Les autres candidats, Joseph Lapensée Essigone, Stéphane Germain Iloko, Alain Simplice Gombré, Gninga Chaning Zenaba, Axel Stophène Ibinga Ibinga et Thierry Yvon Michel Ngoma, se partagent les miettes du scrutin, oscillant chacun entre 0,09 % et 0,56 %. Ces résultats restent provisoires en attendant la validation de la Cour constitutionnelle.

Brice Clotaire Oligui Nguema, né en 1975 à Ngouoni dans le Haut-Ogooué, est un officier formé à l'Académie royale militaire de Meknès, au Maroc. Ancien aide de camp d'Omar Bongo, il a gravi les échelons jusqu'à diriger la Garde républicaine. Le 30 août 2023, au lendemain de la proclamation de la réélection contestée d'Ali Bongo Ondimba, il prend la tête d'un coup d'État qui marque la fin d'un demi-siècle de domination de la famille Bongo.

[Lire plus :](#)

[https://hamanie.news/gabon-brice-clotaire-oligui-
Nguema-elu-president-avec-9035-des-voix/](https://hamanie.news/gabon-brice-clotaire-oligui-Nguema-elu-president-avec-9035-des-voix/)

**CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PEDIATRIE,
LABORATOIRE.**

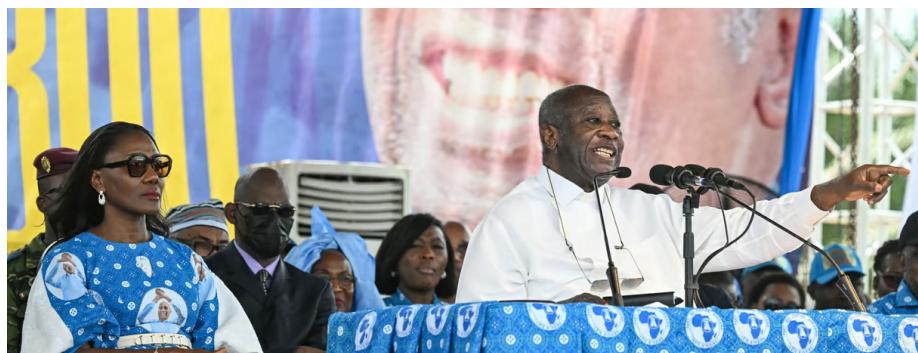
CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



CÔTE D'IVOIRE

En meeting à Dabou, Laurent Gbagbo critique sévèrement la CEI et invite ses partisans à rester mobilisés et prêts à agir

Le samedi 12 avril 2025, à l'occasion de la Fête de la Renaissance organisée par le Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), l'ancien président Laurent Gbagbo a prononcé un discours percutant et engagé devant une foule enthousiaste réunie à Dabou, une banlieue abidjanaise. Cet événement, bien que festif, s'est rapidement transformé en une véritable tribune politique, où Gbagbo a réaffirmé son attachement indéfectible à la démocratie, à la souveraineté nationale et à la nécessité d'élections transparentes.

Dans son allocution, Gbagbo a tenu à saluer plusieurs personnalités et représentants de partis politiques, témoignant ainsi de son désir d'unité. Il a notamment mentionné le SDF, parti frère du Burkina Faso, représenté par Sylvain Bouma, ainsi que Herman Bounaud, représentant du PPA-CI au Bénin et président de l'ACI Bénin. Il a également remercié les partis politiques de l'opposition présents, notamment le PDCI, le FPI et le PIT.

Le choix de Dabou n'était pas anodin. Gbagbo a rappelé que c'est dans cette ville qu'il avait tenu, en 1988, son congrès clandestin pour la création du FPI, le premier parti d'opposition ivoirienne. Il a également évoqué ses liens avec des figures locales influentes, telles que l'intellectuel Memel Foteh, professeur au Collège de France, et son ami d'enfance Bedi Diobo.

Le point culminant de son discours a été une critique acerbe de l'actuelle Commission électorale indépendante (CEI), que Gbagbo a qualifiée de «boîteuse» et de «partisane». Il a dénoncé les manipulations électorales passées, citant le cas de Beugré Mambé, ancien président de la CEI, accusé d'avoir falsifié les listes électorales en 2010.

Lire plus :

<https://hamanie.news/cote-divoire-en-meeting-a-dabou-laurent-gbagbo-critique-severement-la-cei-et-invite-ses-partisans-a-rester-mobilises-et-prets-a-agir/>

ECLAIR
CONSULTING

*la langue au
service de
l'influence
africaine*



PDCI-RDA

Politique

Tidjane Thiam seul en lice pour la convention élective du 16 avril

La convention élective du Parti démocratique de Côte d'Ivoire – Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA), prévue le 16 avril 2025, s'annonce comme une formalité. Cheick Tidjane Thiam, président du parti depuis fin 2023, sera le seul candidat en lice, après la décision de Jean-Louis Billon de ne pas se présenter.

Une élection sans suspense, mais non sans enjeux

L'annonce, faite par le secrétaire technique en chef Traoré Adam Kolia et le président du comité électoral Georges Philippe Ezaley, confirme que le processus de sélection des candidatures a suivi les règles établies par le parti. L'absence d'un concurrent sérieux conforte la position de Tidjane Thiam, qui consolide son leadership en interne.

Pour autant, cette élection ne met pas fin aux défis internes et externes du PDCI-RDA, l'un des principaux partis d'opposition en Côte d'Ivoire.

Le retrait de Billon : une page tournée ?

Longtemps perçu comme un prétendant légitime à la succession d'Henri Konan Bédié, Jean-Louis Billon, figure politique influente et entrepreneur aguerri, a choisi de ne pas se porter candidat.

Cette configuration donne à Thiam une légitimité renforcée, mais aussi une responsabilité accrue quant à la cohésion interne et la stratégie politique à adopter à l'approche de la présidentielle de 2025.

Un leadership contesté en justice ?

En parallèle de cette montée en puissance, une affaire judiciaire opposant Tidjane Thiam à Valérie Yapo, militante du PDCI-RDA, est en cours. Le tribunal des référés d'Abidjan s'est récemment déclaré incompétent, renvoyant le dossier au 24 avril 2025 devant le tribunal de première instance.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news>



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*



DRONE MALIEN ABATTU

Politique

le Mali, le Niger et le Burkina rappellent leurs ambassadeurs en Algérie

Le Mali a récemment mené une enquête approfondie suite à la destruction, survenue fin mars, d'un drone de son armée. Les conclusions de cette enquête évoquent une « action hostile prémeditée » de la part du régime algérien. En réponse, le Mali, accompagné de ses alliés du Niger et du Burkina Faso, a décidé de rappeler ses ambassadeurs en Algérie, un geste qui témoigne d'une détérioration significative des relations diplomatiques entre ces nations.

Le 1er avril, l'Algérie avait déclaré avoir abattu un drone de reconnaissance armé qui aurait pénétré son espace aérien. Cependant, le Mali a fermement contesté cette version des faits, affirmant avec « une certitude absolue » que le drone avait été détruit par une action hostile de l'Algérie. Dans un communiqué, le ministère malien des Affaires étrangères a exprimé sa position, tandis qu'Alger a réagi avec « consternation », qualifiant les accusations de « mensongères ».

Les tensions entre les deux pays se sont intensifiées, le Mali accusant l'Algérie de chercher à détourner l'attention de ses propres échecs, notamment en matière de sécurité et de stabilité. Les autorités maliennes, qui ont pris le pouvoir à la suite de deux coups d'État en 2020 et 2021, ont localisé l'épave du drone à seulement 9,5 kilomètres au sud de la frontière algérienne. Selon leur analyse, la manière dont l'appareil a été détruit suggère une intervention hostile, probablement par des tirs de missiles.

Face à ce qu'elles qualifient d'« acte d'agression inédit », les autorités maliennes ont condamné fermement cette action, la qualifiant d'hostile et condescendante.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/>

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



EST DE LA RDC

Politique

11 avril 2025, un jour de mémoire marqué par des tensions politiques à six mois de l'élection présidentielle

Ce vendredi 11 avril 2025, la Côte d'Ivoire a commémoré un moment tragique de son histoire, tout en faisant face à des tensions politiques croissantes. Ce jour marque le quatorzième anniversaire de l'arrestation de l'ancien président Laurent Gbagbo, accusé d'avoir refusé de céder le pouvoir à Alassane Ouattara, alors déclaré vainqueur de l'élection présidentielle de novembre 2010. Cette crise post-électorale avait plongé le pays dans cinq mois de violences, causant officiellement 3 000 morts et laissant des milliers de victimes, dont plus de 150 femmes violées.

Pour honorer la mémoire des victimes de cette période sombre, le gouvernement ivoirien a inauguré deux mémoriaux à Abidjan. Le premier, situé à Anador dans la commune d'Abobo, rend hommage à sept femmes tuées en mars 2011 alors qu'elles manifestaient en soutien à Ouattara. Le second mémorial, érigé à Yopougon Yaho Séhi, commémore les nombreuses pertes humaines subies par ce quartier durant la crise. Ces œuvres, réalisées par des artistes ivoiriens, visent à rappeler aux générations futures les souffrances endurées et à promouvoir un message de paix. Madeleine Gozé, porte-parole des victimes, a exprimé l'importance de ces lieux de mémoire, affirmant : « Ces œuvres disent à nos enfants ce qui s'est passé. Elles nous soulagent. »

Cependant, au-delà de la commémoration, les victimes continuent de réclamer des réparations. Mamadou Koné, un ancien mécanicien devenu handicapé après avoir reçu une balle perdue durant la crise, a témoigné de la nécessité d'une prise en charge médicale et scolaire, ainsi que de financements pour des activités génératrices de revenus.

Lire plus :

<https://hamanie.news/>



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil
engagé dans
la transformation
durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

**RDC***Politique*

Le retour annoncé de Joseph Kabila : entre fidélités anciennes, alliances troubles et ambitions renouvelées

L'ancien président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila, a récemment rompu un long silence en annonçant son intention de revenir dans son pays natal. Depuis Harare, au Zimbabwe, où il réside depuis plusieurs mois, Kabila a publié, le 8 avril 2025, une déclaration écrite évoquant un retour «par l'est du pays», sans en préciser les modalités ni la date. Cette annonce, sobre mais symboliquement forte, réactive les spéculations sur son avenir politique — et soulève des interrogations sur l'architecture de soutiens qu'il entend mobiliser.

Des fidèles historiques toujours actifs

Depuis plusieurs mois, Kabila reçoit des visites régulières de figures politiques congolaises : anciens collaborateurs, dignitaires de son régime, mais aussi nouveaux acteurs de l'opposition en exil. Ce ballet diplomatique informel, notamment à Harare, dessine les contours d'une stratégie de retour patiemment élaborée. Certains soutiens proviennent du Nord-Kivu, province instable de l'est du pays, où Kabila conserve une influence à travers des leaders communautaires, parfois liés à des groupes armés.

La figure controversée de John Numbi

Parmi les proches les plus notables figure John Numbi, ancien patron de la police nationale et inspecteur général des FARDC, aujourd'hui recherché pour son rôle présumé dans l'assassinat du militant des droits humains Floribert Chebeya. Également réfugié au Zimbabwe, Numbi a récemment menacé publiquement le président Tshisekedi dans une vidéo virale diffusée fin 2023. Son rapprochement avec Kabila, bien que politiquement stratégique, alimente les craintes d'un retour au premier plan d'acteurs militaro-sécuritaires associés à des pages sombres du passé congolais.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/>



ATHARI ADVISORS

Un cabinet de conseil
engagé dans
la transformation
durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com



CRISE RDC-RWANDA

Politique

L'Union africaine propose Faure Gnassingbé comme nouveau médiateur

La médiation entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda pourrait prendre un nouveau tournant. Réunie en visioconférence le 5 avril 2025, l'Union africaine (UA) a proposé le président togolais Faure Essozimna Gnassingbé pour succéder à l'Angolais João Lourenço dans le rôle de facilitateur du dialogue entre Kinshasa et Kigali. Une décision stratégique qui intervient alors que les tensions entre les deux pays restent vives, notamment autour de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC.

Une transition dans la continuité diplomatique africaine

Président en exercice de l'UA et facilitateur désigné depuis deux ans, João Lourenço a exprimé son souhait de se retirer de cette mission. Dans un message empreint de diplomatie, il a rappelé l'importance de maintenir un dialogue constant et structuré entre les deux capitales et a recommandé la désignation de Faure Gnassingbé comme son successeur. Le choix du président togolais a été bien accueilli par les membres du bureau de la Conférence de l'UA, et des consultations préliminaires menées avec lui ont été jugées positives. Toutefois, sa nomination officielle devra encore être validée par la procédure dite du « silence », avant d'être entérinée par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement.

Des avancées, mais un contexte complexe

João Lourenço a profité de cette réunion pour saluer les progrès réalisés dans la coordination entre les différentes initiatives régionales, notamment les processus de Nairobi (EAC) et de Luanda (UA). Il a évoqué l'harmonisation des deux approches et la désignation de cinq co-facilitateurs africains, qui ont tenu leur première réunion le 1er avril 2025.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/>



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil
engagé dans
la transformation
durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com



Choose Your Mentor

Mian Media s'associe à Choose Your Mentor pour valoriser les parcours inspirants

Mian Media et **Choose Your Mentor**, le podcast fondé par **Malick Diabaté**, annoncent la signature d'un partenariat stratégique visant à **mettre en lumière des parcours professionnels inspirants et à favoriser la transmission intergénérationnelle d'expérience**. Ce rapprochement vient concrétiser une vision commune : accompagner la jeunesse africaine dans la construction de son avenir, en valorisant l'exemplarité, la diversité et l'authenticité des trajectoires professionnelles. Créé en 2019, **Choose Your Mentor** est un podcast collaboratif dans lequel des professionnels issus de tous horizons partagent, lors de conversations informelles, **leurs histoires, leurs choix de carrière et leurs astuces de performance**. L'objectif est clair : **montrer qu'il n'existe pas une seule voie vers la réussite**, et surtout, qu'il est possible de trouver son « ikigai » — ce qui donne du sens à sa vie — en s'inspirant d'exemples concrets. **Malick Diabaté**, fondateur du podcast et consultant en stratégie, s'appuie sur son parcours **hybride entre conseil, engagement associatif et service militaire**, pour proposer un regard singulier sur la manière d'apprendre des autres et de transmettre.

« Ce partenariat avec **Mian Media** va permettre de faire rayonner encore plus largement les voix

de ceux qui, souvent dans l'ombre, impactent profondément leur environnement. Notre ambition est d'inspirer, mais aussi d'outiller concrètement », souligne-t-il.

De son côté, Mian Media, à travers ses magazines (Hamaniè, Mian Magazine, Abidjan Business Review, etc.), entend **accélérer la valorisation des initiatives citoyennes, entrepreneuriales et culturelles**. Pour Emmanuel Mian, fondateur de Mian Media, ce partenariat vient renforcer une dynamique éditoriale déjà engagée :

« Nous croyons en une Afrique qui se raconte par ses acteurs, ses bâtisseurs, ses mentors. Choose Your Mentor incarne cette vision, et ensemble, nous allons la porter encore plus loin. »

Dans les mois à venir, les deux entités développeront des **contenus croisés, des portraits de mentors diffusés à la fois en version audio et dans nos colonnes, et des événements physiques ou digitaux** dédiés à la transmission d'expérience, à la formation et au réseautage.

Ce partenariat marque une étape supplémentaire dans l'engagement de Mian Media pour une **information utile, engagée et tournée vers l'avenir**, et dans celui de Choose Your Mentor pour une **Afrique inspirante, fière de ses modèles et généreuse en savoirs partagés**.



A professional portrait of Prince BLE, a Black man with short hair and a beard, wearing a blue suit jacket, a light blue shirt, and a white pocket square. He is standing against a background of large green palm leaves. To his right, the text "GRAND FORMAT" is written in large red capital letters, followed by "Prince BLE" in a white serif font, and "SENIOR CONSULTANT ATHARI ADVISORS" in white capital letters.

GRAND FORMAT

Prince BLE
SENIOR CONSULTANT
ATHARI ADVISORS

ANCRÉS DANS LES RÉALITÉS DU TERRAIN, LES CABINETS AFRICAINS PORTENT DÉSORMAIS AVEC LÉGITIMITÉ DES PROJETS D'ENVERGURE, AU MÊME TITRE QUE LES FIRMES INTERNATIONALES.

Prince BLE, Senior Strategy Consultant et Head of Business Development chez Athari Advisors, dispose d'une expérience de plus de 4 années, dont 3 années passées au sein du cabinet de conseil en stratégie Dalberg Advisors.

Son champ d'expertise englobe le développement durable, la préservation de l'environnement et de la biodiversité, l'investissement privé, la bonne gouvernance, l'entrepreneuriat, ainsi que les problématiques liées au genre et à la jeunesse.

Prince a joué un rôle clé dans plusieurs projets d'envergure régionale et nationale :

Contribution à une étude de l'USAID sur la biodiversité en Afrique de l'Ouest, incitant le secteur privé à investir dans la conservation de la biodiversité et des forêts, notamment en Côte d'Ivoire, au Liberia, en Guinée et en Sierra Leone,

Participation à la réalisation d'une étude visant à mettre en place un fonds dédié au financement du secteur industriel en Côte d'Ivoire. Ce projet, initié par le ministère de l'Industrie et des PME et financé par la BAD, avait pour objectif de comprendre les défis liés au financement des entreprises en Côte d'Ivoire et de proposer un fonds permettant d'y répondre de manière efficace,

Contribution à une étude sur l'état des lieux des besoins des microentreprises et des populations mal desservies - jeunes, femmes et petits producteurs agricoles - en produits et services financiers innovants dans les huit pays de l'UEMOA pour le compte de la BCEAO,

Réalisation d'une étude de marché pour la Banque Africaine de Développement (BAD), visant à créer un fonds d'investissement dédié au financement des jeunes entrepreneurs et entrepreneuses en Afrique. Les pays pilotes de cette initiative sont la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Libéria et le Nigeria.

Dans cet entretien exclusif, il revient sur son parcours, ses expériences les plus marquantes, et partage sa vision d'un conseil stratégique au service de l'Afrique. Un échange riche, inspirant, et résolument tourné vers l'avenir.

“Travailler sur des projets d'envergure continentale financés par des bailleurs internationaux m'a beaucoup apporté en tant que jeune consultant africain”



Parcours personnel et académique



Bonjour Prince, et merci pour ce temps d'entretien. Racontez-nous vos débuts : qu'est-ce qui vous a motivé à vous orienter vers le conseil en stratégie ?

Bonjour à tous nos lecteurs et à l'équipe du Magazine Hamaniè. Merci pour cette lucarne que vous m'offrez à travers cette interview. Alors, pour vous répondre, ce qui m'a motivé à vouloir faire le conseil en stratégie, c'est la possibilité d'avoir un impact transversal et concret sur le développement durable de la société.

Dès mes premières années d'études universitaires, j'ai été séduit par la résolution de problèmes complexes et la recherche de solutions innovantes. J'ai participé à un concours, l'Africa Next Challenge, organisé par l'association African Business Club (ABC), où il fallait proposer un modèle d'agriculture

durable et intégré pour le groupe agro-industriel SIFCA et notre équipe a remporté le premier prix. Cette expérience m'a montré combien une réflexion stratégique bien menée peut apporter des réponses durables à des enjeux réels. J'ai réalisé que le conseil me permettrait de toucher à divers secteurs, de l'agriculture à la finance en passant par l'environnement, et de contribuer à des transformations à grande échelle, plutôt que de me limiter à un seul domaine. C'est cette volonté d'agir sur des projets porteurs de changement, et d'accompagner ceux qui bâtiennent l'Afrique de demain, qui m'a poussé vers ce métier.

Comment vos études à l'INP-HB, aussi bien en TCF qu'en école d'ingénieur ESCA, ont-elles façonné votre vision du monde professionnel ?

La formation que j'ai reçue à l'INP-HB de Yamoussoukro a été déterminante pour la suite. Mon diplôme de Technicien Supérieur en Techniques Comptables et Financières (TCF) obtenu au sein de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration (ESCAE) de l'institut m'a apporté une rigueur analytique et une solide compréhension des chiffres. Ensuite, mon diplôme d'ingénieur de l'ESCA (Ecole Supérieure de Commerce d'Abidjan), avec son ouverture sur le management, la finance et le marketing, a élargi mes perspectives. Cette double compétence technique et managériale a façonné ma façon d'aborder le monde professionnel : j'ai appris à allier l'attention aux

détails financiers à une vision stratégique plus globale.

À l'INP-HB, nous évoluons dans un environnement d'excellence qui valorisait la polyvalence et l'initiative. J'y ai côtoyé des étudiants issus de divers horizons, ce qui m'a sensibilisé à la diversité des talents africains et m'a donné confiance pour évoluer dans n'importe quel contexte. Au sortir de mes études, j'étais convaincu qu'en combinant des compétences pointues en gestion et une compréhension du terrain, on pouvait apporter des solutions innovantes aux défis de nos entreprises et institutions. Cette conviction m'accompagne encore aujourd'hui.

Quelles ont été les étapes clés ou les rencontres décisives dans votre parcours ?

Après l'obtention de mes diplômes, une première étape clé a été mon arrivée chez Emerging-Africa, un cabinet de conseil et de levée de fonds. Cette expérience m'a permis de me plonger dans les réalités quotidiennes des PME africaines : élaborer des business plans pour des coopératives agricoles, accompagner de petits producteurs et commerçants dans la recherche de financements etc. Ce premier emploi m'a appris le pragmatisme et le contact du terrain. L'étape suivante a sans doute été mon entrée chez Dalberg Advisors : durant près de trois ans, j'y ai travaillé sur des projets d'envergure continentale, financés par des bailleurs de fonds internationaux. Cette expérience chez Dalberg m'a permis d'acquérir une méthodologie rigoureuse et une vision panafricaine des enjeux de développement. Plus récemment, rejoindre Athari Advisors a constitué un nouveau tournant dans ma carrière : en tant que Senior Consultant et

responsable du développement commercial, je mets à profit tout ce vécu pour construire une nouvelle offre de conseil plus adaptée aux dynamiques locales, toujours au service de la transformation durable.

J'ai également eu la chance de vivre des expériences et des rencontres décisives en chemin. Cofonder une entreprise d'ameublement a été un véritable apprentissage : gérer une production locale et satisfaire une clientèle exigeante m'a confronté aux réalités concrètes de l'entrepreneuriat au quotidien. Par ailleurs, j'ai été marqué par certains mentors, qui m'ont montré qu'avec de la volonté et une vision claire, on peut initier de vrais changements dans notre société et notre communauté. Chaque étape et chaque rencontre ont renforcé mes compétences et affiné la vision que je porte aujourd'hui en tant que consultant.

Expérience chez Dalberg Advisors



Vous avez passé près de 3 ans chez Dalberg Advisors. Que retenez-vous de cette expérience ?

Ces trois années chez Dalberg Advisors ont été extrêmement enrichissantes. J'ai eu la chance de travailler sur des thématiques variées à l'échelle du continent : la préservation de la biodiversité, l'entrepreneuriat des jeunes, l'inclusion financière, pour n'en citer que quelques-unes. Chaque projet avait une portée concrète et savoir que notre travail pouvait améliorer la vie de communautés a été très motivant pour moi.

Sur le plan professionnel, Dalberg m'a apporté une rigueur méthodologique et un vrai sens de

l'excellence. L'environnement y était stimulant : j'ai collaboré avec des collègues de divers pays, au sein d'équipes multidisciplinaires. Cette culture du travail en équipe internationale m'a appris à être à l'écoute, à m'adapter rapidement à des contextes nouveaux et à toujours garder l'impact social en ligne de mire. Je ressors de cette expérience avec une confiance accrue en notre capacité, en tant que jeunes Africains, à concevoir des solutions innovantes pour le continent.

Travailler sur des projets régionaux avec des bailleurs internationaux comme l'USAID, la BAD ou la BCEAO, qu'est-ce que cela vous a apporté en tant que jeune consultant africain ?

Travailler sur des projets d'envergure continentale financés par des bailleurs internationaux m'a beaucoup apporté en tant que jeune consultant africain. D'une part, cela m'a exposé à des standards d'exigence très élevés. Que ce soit avec l'USAID, la Banque africaine de développement (BAD) ou la BCEAO, chaque livrable devait être

impeccable, étayé par des données solides et des analyses rigoureuses. J'y ai gagné une discipline supplémentaire dans mon travail et la capacité de structurer mes recommandations selon les meilleures pratiques internationales. D'autre part, travailler avec ces partenaires m'a donné confiance en ma voix de jeune Africain.

“Chez Athari, nous avons à cœur de concilier excellence technique et connaissance du contexte local.”



Améliorer la santé mentale
au travail



Diagnostic psychosocial - assistance psychologique - conseils et formation

En savoir plus :

<https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire

Athari Advisors et rôle actuel



Vous êtes aujourd’hui Senior Strategy Consultant et Head of Business Development chez Athari Advisors. Pouvez-vous nous présenter brièvement cette structure et sa mission ?

Athari Advisors est un cabinet de conseil en stratégie né d'une ambition : offrir aux acteurs africains un accompagnement de haut niveau, à la fois ancré localement et tourné vers l'impact. Concrètement, nous sommes basés à Abidjan et réunissons une équipe de consultants expérimentés, issus pour beaucoup du continent ou de la diaspora. Notre mission est d'appuyer les gouvernements, les institutions et les entreprises dans leurs projets de développement, en apportant des conseils sur mesure qui tiennent compte des réalités du terrain africain.

Chez Athari, nous avons à cœur de concilier excellence technique et connaissance du contexte local. D'ailleurs, le mot "athari" signifie "impact" en swahili, ce qui reflète bien notre philosophie : chaque mission vise à produire des changements positifs et durables. Qu'il s'agisse d'élaborer une stratégie nationale, de structurer un programme d'investissement social ou de conseiller une startup innovante, nous travaillons toujours dans le souci d'allier performance économique et progrès social pour nos clients.

Qu'est-ce qui distingue Athari Advisors des autres cabinets opérant sur le continent africain ?

La différence majeure réside dans notre ADN africain et notre focalisation sur l'impact. Athari Advisors est dirigé par des experts du continent, ce qui nous donne une compréhension intime des réalités locales. Là où de grands cabinets internationaux arrivent parfois avec des solutions préconçues, nous prenons le temps d'écouter nos clients et d'adapter nos conseils à chaque contexte spécifique. Cette proximité culturelle et cette connaissance du terrain font que nos recommandations sont pragmatiques et directement applicables.

Par ailleurs, nous sommes un cabinet à

taille humaine, très agile. Les associés et consultants seniors sont personnellement impliqués sur chaque projet, aux côtés du client, du début à la fin. Nous privilégions une approche collaborative et transparente : l'objectif n'est pas seulement de produire un rapport, mais de co-construire des solutions et de transférer des compétences pour que le client gagne en autonomie sur le long terme. En somme, ce qui nous distingue, c'est cette combinaison d'expertise de haut niveau, d'engagement personnel et de passion sincère pour le développement de l'Afrique.

Vous avez récemment publié une analyse sur le potentiel de l'écotourisme en Côte d'Ivoire. Pourquoi ce sujet est-il aujourd'hui stratégique selon vous ?

La Côte d'Ivoire dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel, encore trop méconnu. À mes yeux, l'écotourisme est un levier stratégique parce qu'il permet de concilier développement économique et préservation de la biodiversité.

En développant un tourisme durable autour de nos parcs nationaux et de nos sites culturels, on peut créer des emplois locaux non délocalisables - guides, hébergements, artisanat - générer des revenus pour les communautés rurales et financer la protection

de l'environnement. C'est aussi une manière de diversifier l'économie ivoirienne au-delà des secteurs traditionnels comme l'agriculture, tout en répondant à une demande croissante des voyageurs pour des expériences authentiques et respectueuses de la nature.

Pour ma part, l'écotourisme bien pensé peut devenir un pilier du développement local durable pour le pays, en valorisant ce que nous avons de plus précieux : nos forêts, notre faune et nos cultures locales.

Quels sont, d'après vous, les freins majeurs au développement de l'écotourisme en Côte d'Ivoire, et comment les lever ?

Le potentiel est là, mais plusieurs obstacles freinent encore l'essor de l'écotourisme en Côte d'Ivoire.

Le premier frein, c'est le manque d'infrastructures adaptées : beaucoup de sites naturels sont difficiles d'accès, avec peu de routes, d'hébergements ou d'installations pour accueillir les visiteurs. Il faut investir dans des routes d'accès, des petits lodges écologiques et des services de base, idéalement via des partenariats public-privé, tout en veillant à ne pas dénaturer les sites.

Le deuxième défi tient à la méconnaissance et à la promotion insuffisante de ces destinations. La Côte d'Ivoire n'est pas encore perçue à l'international comme une destination "nature". Pour lever ce frein, il faudrait mettre en place de véritables campagnes de promotion touristique, impliquer la diaspora comme ambassadrice

de nos atouts naturels, et travailler avec les tour-opérateurs pour intégrer nos parcs dans les circuits internationaux.

Enfin, l'écosystème local doit monter en compétences : il manque parfois des guides formés et des professionnels du tourisme sensibilisés aux principes du développement durable. Le remède passe par la formation des communautés locales, le renforcement des capacités des gestionnaires de parcs, et la mise en place de mécanismes pour que les populations riveraines bénéficient directement des retombées du tourisme. Si les habitants voient concrètement les bénéfices, ils deviendront les premiers protecteurs de ces sites, ce qui assurera la pérennité du modèle écotouristique. Cependant, nous observons plusieurs initiatives dans ce sens. Même si les résultats sont encore faibles, c'est tout de même un très bon début.

Pensez-vous que la diaspora ivoirienne a un rôle à jouer dans ce secteur ? Et si oui, comment Athari Advisors l'aide-t-elle à investir utilement et durablement ?

Absolument, la diaspora ivoirienne peut être un catalyseur puissant pour l'écotourisme. Beaucoup d'Ivoiriens de l'extérieur cherchent à contribuer au pays autrement que par des envois de fonds classiques. Investir dans un lodge écologique, ouvrir une agence de voyage spécialisée, ou soutenir des projets de conservation sont autant d'initiatives où la diaspora peut apporter à la fois du capital et un regard neuf.

Chez Athari Advisors, nous aidons concrètement la diaspora à investir de manière utile et durable dans l'écotourisme. D'abord en identifiant les bonnes opportunités : par exemple, évaluer la viabilité d'un projet de lodge près du parc de la Comoé ou d'une ferme agro-touristique dans la région de Man, afin que l'investisseur sache où il met les pieds.

Ensuite, nous accompagnons toute la chaîne de valeur du projet : élaboration d'un business plan intégrant des normes environnementales strictes, obtention des autorisations auprès des autorités locales, mise en relation avec des partenaires de confiance (coopérative villageoise, experts du secteur).

Notre rôle est aussi de veiller à ce que l'investissement génère un impact positif sur le long terme. Nous aidons à définir des indicateurs de performance sociale et environnementale, et mettons en place un suivi régulier pour s'assurer que le projet reste sur les bons rails. En somme, nous faisons en sorte que chaque franc investi par la diaspora dans ce secteur crée de la valeur à la fois pour l'investisseur, pour les communautés locales et pour la nature.

Peut-on espérer que des zones comme Taï, Comoé ou Man deviennent demain les "Zanzibar" ou "Serengeti" de la Côte d'Ivoire ? Qu'est-ce qu'il manque encore pour y parvenir ?

La Côte d'Ivoire peut tout à fait ambitionner de hisser des sites comme Taï, la Comoé ou la région de Man au niveau de la renommée de Zanzibar ou Serengeti. Ces endroits ont des atouts uniques : le parc de Taï abrite l'une des dernières forêts primaires d'Afrique de l'Ouest avec une biodiversité exceptionnelle (chimpanzés, éléphants de forêt, etc.), le parc de Comoé est l'un des plus vastes du continent et recèle une faune variée, et les montagnes de Man offrent des paysages époustouflants ainsi qu'une riche culture locale. Ce qui manque essentiellement aujourd'hui, c'est une mise en valeur structurée et soutenue de ces atouts.

Il nous faut d'abord une vision à long terme portée par les pouvoirs publics : des plans stratégiques de développement touristique pour chacune de ces zones, comme la Tanzanie a su le faire en son temps pour le Serengeti.

Ensuite, des investissements ciblés : améliorer l'accessibilité - routes, petits aérodromes - développer des hébergements de qualité en restant fidèles à l'esprit écologique des lieux, et professionnaliser les acteurs locaux du tourisme. Il s'agit aussi de construire une "marque" Côte d'Ivoire autour de ces destinations : que Taï ou Comoé évoquent demain une expérience aussi incontournable que le safari du Serengeti ou les plages de Zanzibar. Enfin, la réussite passera par la coopération de tous les acteurs : État, secteur privé, communautés locales, partenaires internationaux, pour garantir la sécurité des visiteurs, la conservation des écosystèmes et une promotion efficace à l'étranger. Avec ces ingrédients en place, je suis convaincu qu'en dix ou quinze ans, ces régions figureront sur la carte des grands circuits écotouristiques africains.

“ Nous avons mis en place un accompagnement « de l'idée au projet » spécialement pensé pour les entrepreneurs de la diaspora.

Investissement diaspora et ancrage local



De plus en plus d'Africains de la diaspora souhaitent investir dans leur pays d'origine. Quelles sont les principales motivations que vous observez parmi vos clients ?

Nous constatons chez les entrepreneurs de la diaspora un mélange de motivations à la fois affectives et rationnelles. Il y a d'abord un facteur émotionnel et patriotique : le besoin de "redonner" à la terre natale, de contribuer concrètement au progrès de sa communauté d'origine. Beaucoup expriment une fierté à l'idée d'aider à construire une école dans leur village, de créer des emplois pour des jeunes du pays, ou tout simplement de voir prospérer un projet chez eux. Ce désir d'avoir un impact tangible sur le terrain est très présent.

À côté de cet attachement affectif, il y a des motivations plus économiques. La diaspora voit souvent le potentiel de croissance de nos

pays sous un angle différent. En étant exposés à d'autres marchés, nos compatriotes de l'étranger repèrent des idées de business qui pourraient marcher chez nous, ou identifient des besoins non satisfaits en Côte d'Ivoire qui constituent des opportunités. Investir au pays, c'est aussi diversifier son patrimoine et parfois préparer un éventuel retour. J'entends souvent des clients me dire qu'ils veulent « laisser une trace » ou « bâtir quelque chose de durable » chez eux, pas seulement envoyer de l'argent à la famille. Il y a donc ce double moteur : le cœur et la raison, l'impact social et l'opportunité d'affaires, qui ensemble motivent leurs investissements.

Quelles erreurs fréquentes commettent les “repats” lorsqu’ils veulent investir chez eux ?

Il arrive que certaines bonnes volontés de la diaspora se heurtent à des écueils évitables. La première erreur, c'est de sous-estimer la réalité du terrain local. Lancer un projet d'entreprise depuis l'étranger sans s'être suffisamment renseigné sur le marché local peut mener à des désillusions : un concept qui cartonne à Londres ou à Toronto ne trouvera pas forcément son public à Abidjan si l'on n'a pas étudié en profondeur les besoins et habitudes locales.

Une deuxième erreur fréquente, c'est de se lancer seul ou avec des partenaires sans s'être assuré de leur fiabilité. Beaucoup de "repats" pensent pouvoir tout piloter à distance ou s'appuient sur un cousin sur

place sans vérifier qu'il a les compétences et partage la même vision du projet. Sans un relais local de confiance et un suivi rapproché, le risque d'impasse est élevé. Je vois aussi la précipitation comme écueil : investir beaucoup d'un coup, sans plan solide, ou vouloir reproduire à l'identique un concept étranger sans l'adapter aux réalités du pays. Enfin, négliger le cadre administratif et légal est une erreur : démarrer une activité sans maîtriser les procédures d'enregistrement, les réglementations ou les usages locaux peut entraîner des blocages imprévus. La plupart des erreurs viennent d'un manque de préparation et d'une insuffisante adaptation à l'écosystème local.

Comment Athari Advisors accompagne-t-elle concrètement ces porteurs de projets, depuis l'idée jusqu'à la réalisation ? Pouvez-vous partager un exemple d'accompagnement réussi ?

Nous avons mis en place un accompagnement « de l'idée au projet » spécialement pensé pour les entrepreneurs de la diaspora.

Concrètement, dès qu'un client nous approche avec une idée, nous commençons par une phase d'écoute et d'étude de faisabilité. Il s'agit de bien comprendre sa vision et d'analyser le marché local pour valider que le concept tient la route. Ensuite, nous passons à l'élaboration du business plan détaillé : modèle économique, projections financières, identification des risques et des facteurs de succès.

Athari Advisors guide aussi le porteur de projet dans les méandres administratifs : création de

l'entité juridique, obtention des agréments ou licences nécessaires, mise en conformité avec la réglementation locale, etc. Une fois le projet solidement structuré, nous mobilisons notre réseau pour l'aider à trouver des financements (banques locales, investisseurs, programmes d'appui).

Et quand vient le moment de lancer l'activité, nous restons aux côtés de l'entrepreneur : appui au recrutement de l'équipe locale, mise en place d'outils de pilotage, conseil stratégique au fur et à mesure que l'entreprise grandit. En somme, nous jouons un rôle de coach et de facilitateur du début à la fin, pour maximiser les chances de réussite de l'initiative.

“Le rôle des cabinets africains ne sera plus seulement d'exécuter en sous-traitance, mais bien de définir l'agenda et d'apporter une vision originale sur les problématiques du continent.”

Vision Afrique & positionnement



Quel regard portez-vous sur l'évolution du rôle des cabinets de conseil africains dans les prochaines années ?

Je suis très optimiste quant à l'essor des cabinets de conseil africains dans les années à venir. Jusqu'ici, de nombreuses institutions sur le continent faisaient surtout appel à de grands cabinets internationaux, faute d'alternative locale visible. Mais cela est en train de changer : on voit émerger une nouvelle génération de cabinets de conseil fondés par des Africains, qui allient expertise mondiale et compréhension du contexte local. À mon sens, ces cabinets locaux vont occuper une place de plus en plus stratégique. Nos États et nos entreprises prennent conscience que le savoir-faire existe ici, et qu'un conseil ancré dans la réalité africaine peut être plus pertinent et efficace qu'une solution importée. Je pense aussi que nous allons vers

davantage de collaboration en réseau entre cabinets africains. L'enjeu sera de partager les expériences entre pays, de mutualiser les compétences pour rivaliser avec les grands acteurs mondiaux. Le rôle des cabinets africains ne sera plus seulement d'exécuter en sous-traitance, mais bien de définir l'agenda et d'apporter une vision originale sur les problématiques du continent. Dans dix ou quinze ans, les cabinets de conseil africains seront reconnus comme de véritables partenaires de confiance, capables d'accompagner aussi bien les gouvernements que les multinationales, avec une valeur ajoutée unique : celle d'une perspective authentiquement africaine sur les défis à relever.

Comment imaginez-vous l'Afrique économique de 2035 – et quelle place espérez-vous qu'Athari Advisors y occupe ?

La décennie qui vient sera déterminante, et j'imagine l'Afrique de 2035 entrant pleinement dans son potentiel. Si nous continuons sur la lancée actuelle, d'ici 2035 nous pourrions voir des économies africaines bien plus diversifiées et intégrées. La zone de libre-échange continentale africaine aura, je l'espère, stimulé un vaste marché commun où les entreprises du continent pourront commercer plus facilement entre elles. J'aime à penser qu'en 2035, davantage de pays africains transformeront localement leurs matières premières, avec des industries agroalimentaires, textiles ou pharmaceutiques plus développées. Nos métropoles deviendront des hubs d'innovation portés par la jeunesse, la mieux formée de notre histoire et des startups africaines rayonneront à l'international. Bien sûr, des défis comme le changement climatique ou les inégalités persisteront, mais j'ai confiance qu'avec la créativité et la résilience de nos populations, l'Afrique saura apporter des solutions qui lui sont propres. En 2035, le continent pourrait bien ne plus être seulement "l'avenir" de l'économie mondiale,

mais un acteur majeur dans le présent. Dans cette Afrique de 2035, j'ambitionne de voir Athari Advisors occuper une place de premier plan. Notre cabinet sera, je le crois, devenu une référence panafricaine du conseil stratégique. Concrètement, cela signifierait que nous aurons accompagné des dizaines de projets structurants à travers le continent, qu'il s'agisse de réformes économiques, de programmes d'infrastructures durables ou de grandes initiatives entrepreneuriales, et contribué à en faire des succès. J'espère qu'Athari sera reconnu non seulement pour la qualité de ses analyses, mais aussi pour son engagement aux côtés de ses clients : un partenaire de confiance qui aide efficacement gouvernements, institutions et entreprises à réaliser leurs ambitions de développement. Et, pourquoi pas, que nous ayons essaimé dans plusieurs pays, en intégrant de jeunes talents africains que nous aurons formés. Voir Athari Advisors parmi les artisans discrets mais décisifs de la transformation économique du continent serait pour moi une grande fierté.

Pour finir, si vous deviez résumer votre mission en une phrase, ce serait laquelle ?

Mettre la stratégie au service de l'impact pour transformer les idées en leviers durables de développement en Afrique.



ÉCONOMIE



SÉNÉGAL - VISITE DU FMI

Economie

Vers un nouveau programme, sous le sceau de la transparence budgétaire

La visite d'Abebe Aemro Selassie, directeur du département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), à Dakar les 7 et 8 avril 2025, marque un tournant crucial pour l'économie sénégalaise. À un moment où le pays traverse une zone de fortes turbulences financières, cette mission s'inscrit dans une démarche de clarification et de dialogue, dans l'optique d'un nouveau partenariat entre le FMI et le gouvernement sénégalais.

Un héritage budgétaire lourd et opaque

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Bassirou Diomaye Faye en 2024, les autorités sénégalaises ont révélé l'existence d'une « dette cachée » estimée à 7 milliards de dollars sous le régime précédent. Cette annonce, appuyée par un audit en cours et un rapport de la Cour des comptes publié en février 2025, a mis au jour un endettement réel atteignant 99,67 % du PIB, bien supérieur aux chiffres antérieurement communiqués.

Le déficit budgétaire pour l'année 2023, initialement annoncé à 4,9 %, a été recalculé à 12,3 % du PIB, ce qui constitue une révision majeure et soulève des inquiétudes sur la fiabilité des données publiques passées. Le FMI a confirmé, à l'issue de sa mission d'évaluation de mars, « des déclarations erronées significatives » sur les finances publiques entre 2019 et 2023.

Un dialogue constructif mais conditionné

Dans ses échanges avec les autorités sénégalaises, notamment le président Faye, le Premier ministre Ousmane Sonko et les ministres de l'Économie et des Finances, M. Selassie a insisté sur la nécessité de finaliser l'audit en cours avant d'entamer les discussions sur un nouveau programme financier. Le précédent programme, d'un montant de 1,8 milliard d'euros, est suspendu dans l'attente de clarifications.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/>



**ÉDITION DE
LIVRES ET
PÉRIODIQUES**

Mian Publishing
est une maison
d'édition engagée
dans la création
et la diffusion de
contenus de qualité
qui inspirent,
informent et
transforment.



NIGER

Economie

Le secteur bancaire sous pression : alerte sur la stabilité financière

Alors que le Niger affiche des perspectives économiques flatteuses, avec une croissance estimée à 9 % pour 2024, son secteur bancaire traverse une crise préoccupante. La récente annonce par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) d'une injection de 50 milliards de FCFA (environ 82,5 millions USD) dans la Sonibank, principale banque publique nigérienne, met en lumière les difficultés structurelles du système bancaire national.

Des tensions de liquidité persistantes

Selon les analyses du Fonds monétaire international (FMI), quatre des quatorze banques du pays font face à des problèmes critiques de liquidité. Malgré une croissance économique robuste, les dépôts bancaires stagnent, illustrant un déficit de confiance des populations envers le secteur bancaire.

Le constat est d'autant plus inquiétant que le taux d'impayés avoisine les 25 % : un crédit sur quatre n'est pas remboursé, affectant lourdement les trésoreries bancaires et compromettant la fluidité du crédit dans l'économie.

Une pression exacerbée par les besoins de l'État

Le secteur bancaire est en outre sollicité par un État en quête de financements, dans un contexte où les ressources internationales se tarissent. En 2024, la dette publique nigérienne a bondi de plus d'un tiers, et une nouvelle augmentation de 20 % est attendue en 2025. Faute d'accès fluide aux marchés internationaux, l'État nigérien se tourne vers les banques locales et le marché régional de l'UEMOA.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/>



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.

SOCIÉTÉ



CÔTE D'IVOIRE

Société

Grève suspendue, pression maintenue : les enseignants attendent des réponses sur la prime d'incitation

Le bras de fer entre les syndicats enseignants et le gouvernement ivoirien connaît une trêve. Les intersyndicales de l'éducation et de la formation professionnelle ont décidé de suspendre leur mouvement de grève à compter du vendredi 11 avril 2025. Une décision qui intervient après une assemblée générale tendue, organisée la veille au lycée technique d'Abidjan, rassemblant plusieurs centaines d'enseignants.

Une revendication au cœur du conflit : la prime d'incitation

À l'origine de la mobilisation, la demande d'une prime trimestrielle d'incitation, d'un montant minimum de 150 000 FCFA, pour tous les enseignants de Côte d'Ivoire. Ce bonus est perçu comme une mesure de reconnaissance et un levier de motivation, dans un contexte de forte inflation et de précarisation du métier d'enseignant.

Dans les débats, les opinions sont partagées. Certains militants appelaient à durcir le mouvement, invoquant notamment la répression et les poursuites judiciaires contre des grévistes. D'autres, plus favorables à la négociation, ont plaidé pour une suspension stratégique afin de laisser une chance au dialogue.

Un climat social sous tension

La voix de Joséphine, institutrice à Abidjan, a marqué l'assemblée :

« On enseigne et on est misérable dans ce pays... La vie est devenue chère, avec 300 000 FCFA et un loyer de 200 000 FCFA, tu vas manger quoi avec tes enfants ? »

Ce cri du cœur résonne dans de nombreux foyers d'enseignants, confrontés à un pouvoir d'achat en berne malgré leur engagement quotidien dans l'éducation des jeunes générations.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/>



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.



AFRIQUE DU SUD

Société

mobilisation à Pretoria contre les violences sexistes, après le viol présumé d'une fillette de 7 ans

À Pretoria, une manifestation a rassemblé des dizaines de personnes vendredi, dénonçant les violences sexistes après la révélation du viol présumé d'une fillette de 7 ans dans une école sud-africaine. Bien que les faits remontent à l'année dernière, l'affaire n'a récemment attiré l'attention que face à l'inaction perçue des autorités, suscitant colère et indignation.

Vêtus de noir, les manifestants brandissaient des pancartes exigeant des mesures concrètes pour protéger les femmes et les enfants. Mia le Roux, Miss Afrique du Sud 2024, a pris la parole pour exprimer l'indignation générale.

« Nos sœurs méritent mieux. Nos femmes méritent mieux. Nous entendons trop d'histoires de nos sœurs blessées, et je veux que nos dirigeants reconnaissent qu'il s'agit vraiment d'un désastre national », a-t-elle déclaré, appelant les autorités à prendre la mesure du fléau.

L'Afrique du Sud fait face à une crise persistante de violence fondée sur le genre, avec des chiffres alarmants. En 2023, près de 12 000 cas de viol ont été signalés, bien que les experts s'accordent à dire que la majorité des agressions ne sont jamais déclarées. Si 66 % des viols ont lieu à domicile, les espaces publics — écoles, boîtes de nuit, lieux de travail — ne sont pas épargnés.

[Lire plus :](#)
<https://hamanie.news/>



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.



BOTSWANA GOLDEN GRAND PRIX

Société

Letsile Tebogo s'impose en maître chez lui, Basant Hemida crée la surprise sur 400 m

Il était très attendu, et il n'a pas déçu. Devant un stade plein à craquer, Letsile Tebogo, enfant du pays et star montante de l'athlétisme mondial, a dominé le 200 mètres du Botswana Golden Grand Prix, s'imposant avec aisance en 20.23 secondes. Une belle manière de se rattraper après une édition 2024 où la victoire lui avait échappé.

« C'est une saison de rattrapage pour nous. Il est clair que je serai sur le podium final. Sur les trois victoires en jeu, une nous revient. Chacun s'en sort comme il peut. L'objectif était de finir premier avec une bonne performance, comme lors des championnats de 2023 », a-t-il déclaré, tout sourire, à l'issue de la course.

Du côté du 100 mètres masculin, le Sud-Africain Akani Simbine a brillé en battant le Kenyan Ferdinand Omanyala, offrant un duel de haut niveau qui a enflammé les tribunes. « Faire mieux, être meilleur que la fois précédente, se perfectionner chaque année... Voilà le fruit de nombreuses années de travail. J'ai mis à profit mon année sabbatique pour me préparer, et aujourd'hui je suis de retour au sommet », a confié Simbine, visiblement ému.

Chez les dames, le 100 mètres a révélé une nouvelle pépite : la Sud-Africaine de 17 ans Hanna Hope Vermaak, qui s'est imposée en 11,44 secondes, devant sa compatriote Viwe Jingqi, créditée du même temps. Une arrivée au coude-à-coude qui a tenu le public en haleine.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/>



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous

emmanuel.mian@mianmedia.com

(+33) 7 55 89 00 81

(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com